



Déclaration des organisations syndicales FSU, UNSA éducation, SGEN-CFDT, CGT éducat'ion, SNALC et SUD éducation au CSA ministériel du 23 janvier 2024.

Les propos tenus par la ministre de l'Éducation nationale lors de son premier déplacement ont légitimement choqué les personnels du service public d'Éducation. Ces paroles dénigrantes, alors même que les personnels tiennent, dans des conditions difficiles et souvent seuls, le service public, ont provoqué une très vive colère. Nous réaffirmons la force du projet scolaire de l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire : accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiquement validés.

Le service public d'Éducation traverse une crise sans précédent : crise de recrutement, démission, perte de sens... A l'instar de l'hôpital public, l'École publique n'est pas loin de l'effondrement. Il y a urgence à reconnaître, revaloriser, respecter celles et ceux qui la font vivre, lui donner les moyens d'exercer ses missions, plutôt que de la jeter à la vindicte populaire. Nous demandons de renoncer au texte réformant la terminale du baccalauréat professionnel afin de construire des enseignements ambitieux pour les élèves de la voie professionnelle.

Nos organisations syndicales demandent à la ministre de prendre des engagements à rouvrir très vite des dossiers décisifs pour l'avenir du service public : revalorisation sans contreparties des personnels articulée autour de mesures immédiates et d'une loi de programmation pluriannuelle, abandon du Pacte, création d'un statut de fonctionnaire de catégorie B pour AESH et amélioration des conditions de travail, notamment par la baisse des effectifs dans les classes et un plan pluriannuel de recrutement.

Face aux inégalités scolaires et sociales qui minent notre système éducatif, et en définitive, notre démocratie, des moyens conséquents doivent être mis au service de la réussite de tous les élèves, sans tri.

Les grands discours sans lendemain, les paroles, les clichés détestables ... cela suffit ! Nos organisations syndicales exigent des actes forts qui prennent la mesure de la crise que traverse le service public.